

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43, rue du Dr Duroselle
16000 Angoulême

Angoulême, le 11 février 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28 janvier 2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LEROY SOMER

Villedondet
16230 Saint-Groux

Références : 2025_207_UbD16-86_Env
Code AIOT : 0007201391

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28 janvier 2025 dans l'établissement LEROY SOMER implanté Villedondet, 16230 Saint-Groux. L'inspection a été annoncée le 8 janvier 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site de Nidec / Leroy Somer de St Goux dispose d'une tour aéroréfrigérante (TAR) vétuste qui, à cause de son mauvais état général susceptible d'être source de dysfonctionnement pouvant être source de risque sanitaire, a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 19/07/2023. L'exploitant a mandaté une société spécialisée qui a confirmé l'état de vétusté de la TAR et la nécessité d'engager des travaux de réfection.

L'exploitant a opté pour le remplacement de la TAR par un système adiabatique (groupe froid) et des bancs d'essais par des systèmes régénératifs permettant ainsi une forte diminution de la consommation énergétique. La commande du groupe froid a été transmise au fournisseur le 01/07/2024 et la réception de l'installation était prévue fin novembre 2024. L'exploitant a annoncé en fin d'année 2024 du retard pour l'installation de ce nouvel équipement et continue à utiliser la TAR.

Le 8 janvier 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection la notification de la cessation définitive de la TAR au 31 janvier 2025. Cet équipement sera remplacé par un groupe froid adiabatique ne requérant pas de classement au sens de la législation ICPE (pas de classement au titre de la rubrique 2921).

La visite d'inspection du 28 janvier 2025 a donné lieu au rappel de la réglementation applicable en matière de la cessation de la TAR, en tant qu'installation classée pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MOTEURS LEROY SOMER
- Villedondet 16230 Saint-Groux
- Code AIOT : 0007201391
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site LEROY SOMER de St Groux a été créé en 1972. Aujourd'hui 260 à 270 personnes travaillent sur le site. Les activités du site se composent de la fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques.

Contexte de l'inspection : Suite à mise en demeure du 19/07/2023 concernant l'exploitation de la TAR

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point

de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Cessation d'installation TAR	Code de l'environnement du 09/07/2024, article R512-66-1 / R512-39 / R512-39-1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Valeur limite de rejet	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 5.5	/	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Modalités de prélèvements	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 3. b)	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Rétention des aires et locaux de stockage	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 2.9.	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a prévu l'arrêt de la TAR. Il a transmis la notification d'arrêt définitif de cette installation le 8 janvier 2025 et effectué l'arrêt le 31 janvier 2025.

Des **justificatifs sont à transmettre** à l'inspection des installations classées concernant la **mise en sécurité effective de l'installation**, telle que requise par l'article R.512-75-1 du code de l'environnement. Il s'agit, notamment, du devenir des effluents aqueux de la TAR évacués par la SNATI (analyses et filière de traitement), du démantèlement de la TAR et des équipements connexes (local de stockage,...), des déchets et leur traitement.

Lorsque la mise en sécurité est achevée, l'exploitant en informe par écrit le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, le ou les propriétaires des terrains concernés et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Lorsque la réhabilitation est achevée (réhabilitation des terrains de l'installation concernée de manière à ce qu'il permette un usage futur de type industriel), l'exploitant en informe par écrit le préfet, le ou les propriétaires des terrains concernés ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.

Ces dispositions sont à respecter dans le cadre de l'article R.512-66-1, du code de l'environnement.

À défaut, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale en application de l'article L.171-8 du

code de l'environnement.

L'arrêt définitif de la TAR et son remplacement par un groupe froid (procédé adiabatique) conduit à considérer que l'arrêt de mise en demeure du 19 juillet 2023 est devenu caduc. En effet, le rappel des dispositions à respecter pour l'exploitation de la TAR est devenu sans objet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modalités de prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 3. b)
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GIDAF
Prescription contrôlée : En particulier, si une injection ponctuelle de biocide a été mise en œuvre sur l'installation, un délai d'au moins quarante-huit heures après l'injection doit toujours être respecté avant prélèvement d'un échantillon pour analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> , cela afin d'éviter la présence de biocide dans le flacon, qui fausse l'analyse.
Constats : En amont de l'inspection du 28/01, les analyses du laboratoire pour le mois de janvier 2025 ne sont pas présentes sur GIDAF. L'exploitant indique faire le nécessaire à l'issue de la réunion. Les derniers prélèvements ont eu lieu le 14 et 28 janvier 2025. Aucune légionelle (Lp) n'a été détectée. Les analyses des échantillons sont conformes à l'arrêt. Les injections automatiques de biocide par des pompes doseuses ont été mises en œuvre chaque jeudi comme évoqué lors de la précédente inspection (04/07/2024), afin que le délai de 48h soit respecté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rétention des aires et locaux de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 2.9.
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention des aires et locaux de stockage
Prescription contrôlée : Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, A1 (incombustible) et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées, ou en cas d'impossibilité, traitées conformément au point 5.5 et au titre 7.
Constats : Les produits (dont ceux utilisés pour l'exploitation de la TAR : biocides...) sont stockés sur rétention. Celles-ci ont fait l'objet d'un nettoyage depuis la dernière inspection (comme demandé le 04/07/2024). Les produits sont identifiés. Une fiche récapitulative des propriétés des produits est affichée à proximité du stockage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Cessation définitive de l'exploitation de la TAR

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/07/2024, article R512-66-1 / R512-39 / R512-39-1

Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité

Prescription contrôlée :

Art. R512-66-1

I. - Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations un mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette notification et précise les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique.

Lorsque la notification concerne une installation classée soumise à déclaration incluse dans :

- un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation, la notification est effectuée conformément aux dispositions de la sous-section 5 de la section 1 du présent chapitre ;

Art. R512-39

Lorsque l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement arrête définitivement, au sens de l'article R.512-75-1, une ou plusieurs installations d'un même site dont au moins une installation est soumise à autorisation et que les terrains concernés ne sont pas libérés, l'exploitant a la possibilité de différer sur demande expresse et justifiée la réhabilitation, telle que définie à l'article R.512-75-1, ainsi que, le cas échéant, les opérations de détermination de l'usage futur prévues à l'article R.512-39-2. Dans ce cas, l'exploitant notifie au préfet son intention de reporter la réhabilitation ainsi que, le cas échéant, les opérations de détermination de l'usage futur, et le calendrier associé.

Il transmet un exposé des justifications associées à cette demande trois mois au moins avant la mise à l'arrêt définitif ou, dans le cas des installations visées à l'article R.512-35, six mois avant la mise à l'arrêt définitif. Ces justifications prennent en compte, y compris dans le cas de reports successifs, l'ensemble des installations classées pour la protection de l'environnement ayant déjà été arrêtées définitivement. Le préfet arrête, dans les formes prévues à l'article R.181-45, le report de la réhabilitation, en précisant notamment les mesures conditionnant la libération des terrains concernés, l'information préalable requise avant la mise en œuvre des opérations de réhabilitation, et la réévaluation périodique de la justification du report. L'absence de réponse du préfet dans un délai de quatre mois vaut refus de la demande.

Art. R512-39-1

I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et

notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.

Constats :

L'exploitant a transmis le 8 janvier 2025 la notification de la cessation définitive d'activité de la TAR, ayant fait l'objet de l'APMD de 2023,, ICPE classée selon la rubrique n°2921-1 et relevant du régime de la déclaration (DC). L'exploitant a procédé à cette notification conformément aux points I et II de l'article R512-66-1.

Cette rubrique ICPE n'est pas mentionnée dans l'article R512-66-3. L'exploitant n'est donc pas dans l'obligation de fournir l'attestation prévue à l'article L.512-12-1 relative à la mise en sécurité effective (ATTES - SECUR).

En complément, l'exploitant devra transmettre le protocole de la gestion de la mise à l'arrêt de la TAR mis en place avec le laboratoire d'analyse. Il devra fournir un document sur la gestion de ses produits biocides encore en stock sur site (cf. photos ci-dessous). En effet, lors de l'inspection l'exploitant a indiqué vouloir les transférer vers d'autres sites de Nidec / Leroy Somer (Gond-Pontouvre ou Rabion).



Enfin, l'exploitant doit réaliser, dans le cadre de la remise en état, le démantèlement complet de son installation, à savoir : la tour, les équipements connexes tels que les cuves, le tableau électrique et mettre en sécurité les réseaux purgés pour éviter toute contamination ou corps étranger extérieur. Les effluents purgés devront être évacués en filière ad hoc et plus particulièrement, les matières accumulées par la décantation au niveau des bras morts.



À l'issue du démantèlement, l'exploitant a indiqué conserver l'utilisation du forage qui alimentait la TAR. L'eau du prélèvement sera désormais utilisée par le refroidissement de la nouvelle installation adiabatique (venant en substitution de la TAR à démanteler) avec pour conséquence une forte diminution de la consommation.

L'inspection considère que le point de l'arrêté de mise en demeure du 19/07/2023 est caduc. En effet, suite à son arrêt complet au 31/01/2025 et à la

suppression de cette installation, la mise en demeure prend fin.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra transmettre son planning d'intervention pour le démantèlement de la TAR ainsi que les devis d'interventions. Une fois l'enlèvement complet effectué (TAR + équipements connexes ainsi que les effluents purgés des réseaux) il transmettra l'ensemble des justificatifs, factures d'interventions et gestion des déchets et photos.</p> <p>Ce n'est qu'à réception de ces éléments que la mise en sécurité effective comme prévu à l'article R.512-75-1 du code l'environnement pourra être attestée.</p> <p>Enfin, l'exploitant adresse à l'inspection, un porter à connaissance, en application des dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement, précisant l'adjonction du groupe froid adiabatique. Ce porter à connaissance devra analyser l'ensemble des impacts induits par son exploitation et préciser les consommations d'eau nécessaires à son fonctionnement (prélèvement dans le forage du site).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Valeur limite de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 5.5
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.</p> <p>Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :</p> <p>a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pH 5,5 - 9,5 ; - température < 30 °C ; <p>b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration, lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de MEST ou 15 kg/j de DBO5 ou 45 kg/j de DCO :</p> <ul style="list-style-type: none"> - matières en suspension : 600 mg/l ; - DCO : 2 000 mg/l. <p>Ces valeurs limites ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure ;</p> <p>c) dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - matières en suspension : la concentration ne doit pas dépasser 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ; - DCO : la concentration ne doit pas dépasser 300 mg/l si le flux journalier n'excède pas 50 kg/j, 125 mg/l au-delà ;

d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif muni ou non de station d'épuration :

Phosphore :

- flux journalier maximal supérieur ou égal à 15 kg/jour : 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle ;
- flux journalier maximal supérieur ou égal à 40 kg/jour : 2 mg/l en concentration moyenne mensuelle ;
- flux journalier maximal supérieur à 80 kg/jour : 1 mg/l en concentration moyenne mensuelle ;
- fer et composés : 5 mg/l ;
- plomb et composés : 0,5 mg/l ;
- nickel et composés : 0,5 mg/l ;
- arsenic et composés : 50 µg/l ;
- cuivre et composés : 0,5 mg/l ;
- zinc et composés : 2 mg/l ;
- THM (TriHaloMéthane) : 1 mg/l ;
- composés organiques halogénés (en AOX) : 1 mg/l si le flux est supérieur à 30 g/j.

Ces valeurs limites sont respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne dépasse le double des valeurs limites de concentration.

Constats :

Suite à l'arrêt de la TAR, une fois l'ensemble du réseau purgé, l'exploitant doit réaliser une analyse des eaux de rejet avant le transfert dans le réseau d'eaux usées afin de s'assurer de leur qualité ou bien à défaut d'une qualité conforme, ces effluents devront être expédiés dans une filière de traitement de déchets appropriée.

Par mail du 6 février 2025, l'exploitant a signalé l'arrêt définitif de la TAR au 31/01/2025, avec les photographies de la consignation électrique (cf photos ci-dessous).



Il a également transmis les attestations de pompage de la fosse (30 m³) de la TAR et du transfert de ces eaux comme déchets dans un centre agréé par la société SNATI effectuée le 03/02/2025 (n° des bons d'enlèvement 04011560 et 04011561).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit s'assurer de la qualité des eaux rejetées. Si les eaux sont rejetées comme effluents, il doit transmettre une analyse avant tout transfert dans le milieu pour justifier de la conformité sur l'ensemble des paramètres réglementés. .

À défaut, ils sont expédiés dans une filière de traitement de déchets compatible avec les

caractéristiques de ces eaux / déchets. L'exploitant devra fournir le justificatif de la filière choisie pour le traitement de ces effluents.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours